



Coulisses de Bruxelles

Pour Syriza, l'ennemi public n°1 de la Grèce est Allemand

Jean Quatremer 9 février 2015 (mise à jour : 25 mars 2015)



« Il y a une obligation morale envers notre peuple, envers l'Histoire, envers tous les peuples européens qui se sont battus et ont donné leur sang contre le nazisme, une obligation historique » de demander à l'Allemagne de payer 162 milliards d'euros au titre des dommages de guerre. Versailles 1919 ? Postdam 1945 ? Non, vous n'y êtes pas du tout : Athènes, 2015, déclaration de politique générale d'Alexis Tsipras, Premier ministre et leader de Syriza, la gauche radicale grecque.

70 ans après la fin du second conflit mondial, près de 60 ans après la signature du Traité de Rome, 16 ans après la création de l'euro, la monnaie unique européenne, un dirigeant né en 1974, au lendemain de la chute de la dictature des Colonels, ne trouve donc rien de mieux, pour expliquer les difficultés de son pays, que de pointer la responsabilité d'une Allemagne forcément héritière du régime nazi. Tsipras n'a pas manqué d'évoquer la figure de l'eurodéputé Syriza Manolis Glezos, 92 ans, qui, à l'âge de 19 ans, avait décroché le drapeau nazi flottant sur l'Acropole... Une stratégie de la tension que l'on croyait définitivement éradiquée sur le vieux continent.

À vrai dire, cette surenchère germanophobe n'est pas étonnante dans le contexte local, la Grèce ayant l'habitude de ces poussées de fièvre nationalistes et xénophobes qui permettent d'étouffer toute réflexion et toute critique à l'égard des élites qui dirigent –mal- le pays (1). Ce n'est pas un hasard si le récit national de la Grèce moderne (depuis son indépendance au XIXème siècle) est celui d'un pays victime : des Ottomans, des grandes puissances tutélaires (Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne), de la Turquie, des nazis, des États-Unis (guerre civile puis dictature des Colonels), des marchés, de l'Europe, de l'Allemagne...

Syriza est au diapason des partis politiques locaux : en réclamant à Berlin des dommages de guerre, il ne fait d'ailleurs que reprendre une revendication avancée par les secteurs les plus nationalistes de la Nouvelle Démocratie et du PASOK, dès 2010, mais qui n'ont pas réussi à convaincre le gouvernement de franchir le pas d'une demande officielle. Ce que n'a pas hésité à faire Alexis Tsipras. Pour donner le ton,

le Premier ministre, dès sa prestation de serment, s'est rendu au mur des fusillés de Kesariani, là où 200 résistants communistes ont été exécutés par les nazis le 1^{er} mai 1944, afin de bien montrer quel était l'ennemi... La demande de réparations de guerre n'est donc pas une surprise, sauf pour ceux qui espéraient que la victoire de Syriza marquerait une rupture culturelle. Tsipras, en désignant un ennemi extérieur et une explication simple aux malheurs grecs, a réussi son coup : 70 % des Grecs le soutiennent désormais dans son bras de fer avec les Européens, fier de leur « honneur retrouvé »...

Cette poussée souverainiste ne s'arrête pas là. Son allié, Panos Kamménos, ministre de la Défense et leader d'ANEL, un parti de droite radicale europhobe, xénophobe, homophobe, s'est livré à une petite provocation à l'égard de la Turquie en survolant, le 30 janvier, avec les patrons de l'armée, l'îlot d'Imia, situé à 7 km des côtes turques dans le Dodécanèse, pour jeter une couronne de fleurs en l'honneur des militaires tués dans un crash d'hélicoptères en 1996. Il faut savoir qu'à cette époque, la Grèce et la Turquie étaient passés tout près du conflit armé, Ankara contestant la souveraineté d'Athènes sur cet îlot inhabité. La Turquie n'a évidemment pas apprécié ce geste un tantinet agressif alors que les relations entre les deux pays sont apaisées... La stratégie du « pays assiégé » choisi par Syriza obéit donc bien à une stratégie murement réfléchie.

Sur le fond, la demande grecque de réparations de guerre n'a historiquement et politiquement aucun sens (je ne vais pas entrer dans la discussion juridique). D'abord, pourquoi formuler une telle demande 70 ans après les faits ? Il est curieux que tant de gouvernements grecs élus démocratiquement depuis la fin de la guerre civile, en 1949, s'en soient abstenus. Ensuite, comment penser que, si la Grèce avait reçu ces réparations de guerre, elle aurait évité la faillite ? Si on refait l'histoire, il faut la refaire complètement. Or, l'histoire ne plaide pas pour ce pays, surtout lorsqu'on se rappelle qu'il a reçu jusqu'à 4 % de son PIB en aides régionales du budget européen depuis 30 ans, un argent qui a servi à alimenter le clientélisme local. Athènes ne devrait pas non plus oublier que le budget européen est alimenté en bonne partie par Berlin... En outre, l'Union s'est bâtie sur le pardon : l'Allemagne s'est vu accorder le même statut que la France dès le traité CECA (sept ans après la fin de la guerre) et tous les pays européens ont renoncé, en 1953, aux réparations de guerre pour ne pas répéter l'erreur du traité de Versailles. L'Allemagne a certes commis l'impardonnable, mais elle l'a durement payé et le paye encore : elle fait encore face seule aux dépenses de l'unification avec l'ex-RDA, une tâche que bien peu de pays auraient été capables de mener à bien.

Enfin, pourquoi s'arrêter aux dommages nazis ? Pourquoi la Grèce ne demande-t-elle pas réparation aux Turcs pour les quatre siècles d'occupation ? Ne parlons même pas des Vénitiens, des Francs ou des Romains qui ont tous occupé la Grèce... Si la prescription ne s'applique pas, cela ouvre la porte à toutes sortes de revendications en Europe et dans le monde. Après tout, la France n'a jamais indemnisé l'Afrique ou l'Indochine pour la colonisation, la Suède n'a jamais payé de dommages de guerre pour la guerre de 30 ans, etc. On mesure le ridicule de la demande grecque.

Ce qui ne veut pas dire que le pardon des offenses ne doit pas s'appliquer à la Grèce : comme je l'ai déjà expliqué ici, la zone euro a commis une grave erreur en l'acceptant en son sein et en ne la surveillant pas davantage. Elle doit donc en assumer, d'une façon ou d'une autre, le coût. Le gouvernement Syriza peut très bien faire valoir cet argument politique dans la négociation, ce qui est différent d'une demande officielle de réparations de guerre.

Reste que cette demande indigne a au moins un mérite : rappeler que, contrairement à ce que clament les europhobes et les eurosceptiques, la paix n'est pas garantie en Europe, loin de là. On trouvera toujours un dirigeant en difficulté prêt à jouer avec les allumettes de l'histoire pour rallumer de vieux conflits que l'on croyait enterrés (cf. la Hongrie). Syriza offre l'illustration que sans la machine à fabriquer du compromis qu'est l'Union, les vieilles pulsions revanchardes peuvent encore mener au pire. Il ne faut pas oublier que le conflit de 14-18 est parti de la petite Bosnie... Décidément, l'Union a bien mérité son prix Nobel de la paix.

(1) Rappelons qu'Antonis Samaras, le Premier ministre conservateur sortant, avait, alors qu'il était ministre des Affaires étrangères, au début des années 90, chauffé à blanc le nationalisme grec refusant que la Macédoine, cette petite République issue de l'éclatement de la Yougoslavie, porte ce nom, estimant qu'il s'agit d'un héritage purement grec. 20 ans plus tard, la Former Yugoslav Republic of Macedonia n'a toujours pas de nom... Lire ici.

Article suivant

Grèce: échec avant compromis?

Article précédent

Dettes grecques, mode d'emploi

© Libération